



**Marché de soutien, de gestion logistique et d'entretien des
wagons réservoirs de carburants du Service de l'énergie
opérationnelle.**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
Phase Candidature**

Numéro de consultation : DAF_2025_001076

Procédure de passation : appel d'offres restreint selon les règles spécifiques applicables aux marchés de défense ou de sécurité, conformément aux dispositions des articles L. 2324-2, R. 2324-2 et R. 2361-2 à R. 2361-7 du Code de la Commande Publique.

Délai de réception des candidatures :

Date et heures limites de réception : 09 février 2026 à 16h00 heure de Paris

TABLE DES MATIÈRES

1.	LISTE DES ABRÉVIATIONS	4
2.	PRÉAMBULE	5
3.	POUVOIR ADJUDICATEUR	5
4.	OBJET DE LA CONSULTATION - contexte	5
4.1.	Objet de la consultation	5
4.2.	Contexte	6
5.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	7
5.1.	Procédure de passation.....	7
5.2.	Déclaration sans suite	7
5.3.	Mise en concurrence infructueuse	7
5.4.	Allotissement	7
5.5.	Forme et étendue du marché	7
5.6.	Variantes	8
5.7.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
5.8.	Durée du marché.....	8
5.9.	Valeur estimée de l'accord-cadre	8
5.10.	Lieu d'exécution des prestations	8
5.10.1.	Site de déchargement étatique	8
5.10.2.	Site de déchargement privé	9
5.10.3.	Site de chargement étatique.....	9
5.10.4.	Site de garage étatique	9
5.11.	Clause d'insertion sociale	9
5.12.	Considérations environnementales	9
5.13.	Traitement de données à caractère personnel	9
6.	INFORMATION DES CANDIDATS	9
6.1.	Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature.....	9
6.2.	Modalités de retrait et de consultation des documents	10
6.3.	Délai de réception des candidatures.....	10
6.4.	Demandes de renseignements complémentaires et questions	10
6.5.	Modification des documents de la consultation.....	10
7.	CANDIDATURE	10
7.1.	Présentation de la candidature	10
7.1.1.	Conditions de participation	11
7.1.2.	Forme de la candidature.....	11
7.2.	Examen des candidatures	12
7.2.1.	Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières	12

7.2.2.	Vérification des motifs d'exclusion	14
8.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	15
8.1.	Date et heure de réception des candidatures	15
8.2.	Conditions de transmission des plis.....	15
8.2.1.	Dépôt électronique	15
8.2.2.	Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE	15
8.3.	Mode secours de transmission des plis	17
9.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	17
9.1.	Exclusion de la procédure	17
9.2.	Dispositif e-attestations	18
9.3.	Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres.....	18
9.3.1.	Condition de prix et TVA.....	18
9.3.2.	Avance	19
9.3.3.	Critère d'attribution des offres.....	20
10.	LANGUE	21
10.1.1.	21
11.	CONTENTIEUX	21
11.1.	Voies et délais de recours :	21
11.2.	Tribunal administratif compétent	21
11.3.	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.....	21
12.	aNNEXES	21

1. LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABRÉVIATION	DÉFINITION
AAPC	Avis d'appel public à concurrence
AC composite à BDC	Accord-cadre composite à bons de commande – technique d'achat qui prévoit la réalisation d'une partie des prestations sous la forme d'un marché ordinaire et l'autre partie des prestations sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande
AOR	Appel d'offre restreint – procédure formalisée spécifique aux marchés de défense et sécurité
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières – document intégré au Dossier de consultation entreprises
CCP	Code de la commande publique
CPV	Common procurement vocabulary – vocabulaire commun pour les marchés publics
CSTA	Centre de soutien technique et administratif
DAF	Dossier d'affaires
DC 1	Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses co-traitants
DC 2	Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
DC 4	Déclaration de sous-traitance
DCE	Dossier de consultation des entreprises – téléchargeable sur la PLACE en phase offre
DGFIP	Direction générale des Finances publiques
DLRC	Date limite de remise des candidatures
DRC	Délai de réception des candidatures
ECE	Entité en charge de l'entretien
ERADIS	European Railway Agency Database of Interoperability and Safety
GM	Groupe de marchandises
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
MDS	Marchés de défense ou de sécurité

NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
PA	Pouvoir adjudicateur
PFAT	Plateforme affrètement et transport
PLACE	Plate-forme des achats de l'État
RC	Règlement de la consultation
RGPD	Règlement général sur la protection des données
RID	Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses
RNE	Registre national des entreprises
RPA	Représentant du pouvoir adjudicateur
SEO	Service de l'énergie opérationnelle
URSAFF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
WR	Wagon - réservoir

2. PRÉAMBULE

Le présent document constitue un complément à l'AAPC et doit être lu en corrélation avec celui-ci.

3. POUVOIR ADJUDICATEUR

Ministère des Armées et des Anciens combattants - SEO

CSTA

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.35.61

Adresse INTERNET (site PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

4. OBJET DE LA CONSULTATION - CONTEXTE

4.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet le soutien, la gestion logistique et l'entretien des wagons réservoirs de carburants du Service de l'énergie opérationnelle.

Le marché est un marché de services.

- Code CPV de la consultation : 75130000-6 – services d'appui aux pouvoirs publics ;
- Code GM de la consultation : 45.05.07 – autres prestations et services.

4.2. Contexte

Le SEO, organisme interarmées relevant du Ministère des Armées, est en charge de l'approvisionnement, du stockage et de la distribution des produits pétroliers stratégiques à destination des forces armées françaises.

Dans le cadre de cette mission essentielle au soutien logistique des opérations militaires, le SEO exploite un parc de wagons-réservoirs (WR) destinés au transport ferroviaire de carburants, principalement du carburant aéronautique.

Ce parc est actuellement constitué de 137 WR, répartis comme suit :

- 20 WR d'une capacité unitaire de 780 hectolitres ;
- 117 WR d'une capacité unitaire de 848 hectolitres.

Avec une moyenne d'âge comprise entre 53 et 55 ans, ces matériels, bien qu'anciens, conservent une pleine aptitude à l'exploitation, sous réserve de respecter rigoureusement les exigences techniques et réglementaires en matière de maintenance.

Conformément au RID, aucune limite d'âge n'est imposée pour les WR, dès lors que ceux-ci font l'objet d'une maintenance préventive et corrective conforme aux normes en vigueur.

Les citernes, éléments critiques du parc, sont par ailleurs dans un état de conservation jugé excellent. Leur exploitation à long terme reste conditionnée à la qualité des interventions techniques, lesquelles doivent garantir à la fois la sécurité des circulations ferroviaires, la conformité réglementaire et la pérennité de l'outil logistique.

Dans un contexte géostratégique où la disponibilité des moyens logistiques ferroviaires est cruciale y compris en situation de haute intensité ou de crise, une augmentation de 20 % de la flotte est envisagée à moyen terme (horizon 3 à 5 ans), portant potentiellement le parc à environ 200 WR. Cette perspective justifie la nécessité d'une structuration optimisée des fonctions de maintenance et de gestion de flotte, s'appuyant sur des compétences industrielles robustes et une gouvernance claire.

Afin de répondre à ces enjeux, la présente consultation a pour objet l'externalisation du soutien, de la gestion logistique et l'entretien des WR du SEO découpée en quatre fonctions d'entretien ferroviaire, telles que définies par le règlement d'exécution (UE) 2019/779 relatif à la certification des entités en charge de l'entretien (ECE) :

- fonction A : supervision et encadrement des fonctions B, C et D de l'ECE ;
- fonction B : élaboration, mise à jour et documentation des plans de maintenance ;
- fonction C : gestion opérationnelle de la flotte (planification, coordination, suivi) ;
- fonction D : réalisation effective des opérations de maintenance préventive, corrective et des contrôles réglementaires.

L'objectif de cette externalisation est de :

- renforcer la disponibilité technique de la flotte WR par une planification rigoureuse et un pilotage centralisé de la maintenance ;
- rationaliser les coûts d'exploitation, en s'appuyant sur une meilleure coordination entre les fonctions de maintenance et de gestion opérationnelle ;
- maîtriser les coûts relatifs à la maintenance en condition opérationnelle (MCO) ;
- garantir la conformité réglementaire aux normes ferroviaires et techniques applicables.

Ce marché vise donc à structurer, contractualiser et homogénéiser l'ensemble des fonctions critiques de l'entretien et de l'exploitation des WR du SEO.

5. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Le présent projet entre dans le champ défini à l'article L.1113-1 du CCP, marché de service ayant des fins spécifiquement militaires, et directement lié à des équipements ayant été adaptés à des fins militaires.

Aussi, le RPA est tenu de recourir à un marché passé selon les règles spécifiques applicables aux MDS.

Considérant que le montant estimé du projet est supérieur aux seuils de procédures formalisées applicables aux marchés de fournitures courantes et service, il est fondé que la procédure mise en œuvre soit l'AOR.

L'AOR est la procédure par laquelle le RPA, en tant qu'acheteur, choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, **sans négociation**, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats, conformément aux dispositions des articles L.2324-2 et R.2324-2, R.2361-2 à 5, R2361-7 du CCP.

La procédure comporte une phase candidature suivie d'une phase offre :

- phase candidature : lors de cette phase, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités. À l'issue de la réception des éléments des candidats et de leur analyse, seuls les candidats répondant aux conditions de participation indiquées dans le présent document seront autorisés à poursuivre la procédure ;
- phase offre : le PA transmettra aux seuls candidats retenus une lettre de consultation. Les documents de la phase offre seront alors accessibles à ces seuls candidats retenus. Leurs offres reçues seront étudiées et analysées et leur classement permettra de définir le titulaire de ce marché.

5.2. Déclaration sans suite

Conformément aux dispositions de l'article R.2385-1 du CCP, la procédure peut potentiellement être déclarée sans suite, à tout moment. Si tel venait à être le cas, les candidats en seraient immédiatement informés et leur seraient communiquées les raisons. S'appliquent les conditions de l'article 11 du présent règlement de la consultation.

5.3. Mise en concurrence infructueuse

En l'absence constatée de candidatures déposées dans les délais prescrits ou jugées irrecevables, le RPA se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables selon les dispositions prévues à l'article R.2322-2 du CCP.

5.4. Allotissement

Le marché n'est pas alloti. Il est décidé de ne pas alloter ce marché parce que la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et à rendre l'opération financièrement plus coûteuse.

Un marché global favorise une intégration verticale des processus, une traçabilité optimale, ainsi qu'une synergie renforcée entre le pilotage stratégique, la gestion opérationnelle et l'exécution technique des prestations.

5.5. Forme et étendue du marché

Le présent marché est un accord-cadre « composite » à bons de commande, mono-attributaire en application de l'article L.2320-1.3° et des articles R.2362-2 à R.2362-6 du code de la commande publique.

Il comprend les prestations suivantes :

Désignation des prestations	Type de prestation
Fonction A : supervision et encadrement des fonctions B, C et D de l'ECE	Prestation forfaitaire / BDC
fonction B : élaboration, mise à jour et documentation des plans de maintenance	Prestation forfaitaire / BDC
fonction C : gestion opérationnelle de la flotte (planification, coordination, suivi)	Prestation forfaitaire / BDC
fonction D : réalisation effective des opérations de maintenance préventive, corrective et des contrôles réglementaires.	BDC

5.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Des prestations supplémentaires éventuelles, relevant du périmètre du marché, pourront être intégrées en cours de marché.

5.8. Durée du marché

La durée initiale du marché est de 36 mois, à compter de la date de début d'exécution des prestations.

À l'issue de la période initiale, le marché est reconductible tacitement par période de 12 mois sans que sa durée totale (période initiale comprise) ne puisse excéder 84 mois.

5.9. Valeur estimée de l'accord-cadre

Le montant de l'accord-cadre composite, reconductions comprises, est estimé à 15 000 000€ HT.

Le montant maximum de l'accord-cadre composite est de 30 000 000€ HT.

5.10. Lieu d'exécution des prestations

Seules les fonctions C et D sont concernées.

La gestion opérationnelle de la flotte, composante de la fonction C, s'effectuera en relation avec la société HEXAFRET titulaire du marché de traction, passé par la PFAT*, et avec le responsable de la sécurité ferroviaire (RSF) fonction tenue par le SEO.

* titulaire du marché PFAT N° DAF_2020_000165 jusqu'au 01/01/2029.

5.10.1. Site de déchargement étatique

Les principaux sites du SEO sur lesquels sont distribués du carburant par WR sont :

- Dépôt des essences air d'Avord (18) ;

- Dépôt des essences air d'Orléans-Bricy (45) ;
- Centre de ravitaillement des essences de Satory (78) ;
- Dépôt des essences air de Cazaux (33).

5.10.2. Site de déchargement privé

- Société pétrolière de Farbos à Mont-de-Marsan (40).

5.10.3. Site de chargement étatique

- Centre de ravitaillement des essences (CRE) de Chaumont (52).

5.10.4. Site de garage étatique

- CRE de Chaumont (52) : capacité de 22 WR ;
- Site de stockage du futur titulaire (- de 100 kms de l'atelier du titulaire) : capacité de 66 WR ;
- Besançon Saint-Ferjeux (25) : capacité de 44 WR ;
- Gevrey-Chambertin (21) : capacité de 30 WR.

La maintenance des WR est réalisée sur le site de maintenance du titulaire du marché.

5.11. Clause d'insertion sociale

Aucune clause d'insertion sociale n'est prévue pour ce marché de défense.

5.12. Considérations environnementales

Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales excédant les dispositions de la réglementation en vigueur.

5.13. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitements.

Le sujet sera détaillé au sein du CCAP du marché, élément constitutif du dossier du DCE remis en phase offre.

6. INFORMATION DES CANDIDATS

6.1. Contenu des documents de la présente consultation en phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises-Phase candidature est constitué des éléments suivants :

1	AAPC
2	RC – phase candidature
3	DC 1
4	DC 2
5	Accord de confidentialité

6.2. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation de la phase candidature sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2025_001076**.

Lors du retrait, les opérateurs économiques veilleront à s'identifier nommément et à renseigner une adresse de messagerie électronique active et relevée afin d'être tenus informés en temps réel des mises à jour introduites en cours de vie du dossier de consultation.

Les messages électroniques générés par le portail Internet émetteur ont principalement pour expéditeur nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr ou nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr, aussi, le destinataire doit impérativement veiller à référencer ces adresses en « liste blanche » des serveurs proxy utilisés afin d'éviter que les courriels reçus ne soient traités comme relevant de communication électronique non sollicitée et classés dans la catégorie « Courrier indésirable » ou « SPAM » par son interface de messagerie.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse du profil acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.3. Délai de réception des candidatures

Date et heure limite de réception : **09 février 2026 à 16h00 heure de Paris.**

Le DRC tel que fixé au titre de la présente procédure excède les dispositions minimales prévues par les articles R.2343-1 et R.2361-2 du CCP.

6.4. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation de la phase candidature, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

Conformément à l'article R.2332-4 du CCP, pour autant que les opérateurs économiques les aient demandés en temps utile, les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés au plus tard, quatre jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, au moins six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

6.5. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est prolongé dans les conditions fixées par l'article R.2351-4 du CCP. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

7. CANDIDATURE

7.1. Présentation de la candidature

7.1.1. Conditions de participation

En application des dispositions de l'article L.2342-1 du Code de la commande publique, les candidats devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

Appréciation des capacités économique et financière :	<p>Les capacités économique et financière sont appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices.</p> <p>L'acheteur impose au candidat seul ou au groupement d'entreprises candidat un niveau minimum de capacité financière.</p> <p>Le chiffre d'affaires annuel minimal exigé¹ est de : 1 900 000 € HT</p>
Appréciation des garanties professionnelles :	Les garanties professionnelles sont appréciées au vu des références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent marché, réalisées au cours des cinq dernières années.
Appréciation des garanties techniques :	Les garanties techniques seront appréciées au vu de l'expérience, des compétences et des moyens du candidat seul ou du groupement d'entreprises candidat.

NOTA : les entreprises nouvelles fourniront tous les éléments permettant de justifier de leur capacité à réaliser ces prestations. Les entreprises nouvelles qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des cinq dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

7.1.2. Forme de la candidature

7.1.2.1. Formulaires DC1 et DC2

Les candidats renseignent et transmettent les documents suivants (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) :

- le DC1 ou équivalent, dûment rempli, et daté ;
- le DC2 ou équivalent, dûment rempli et daté pour l'ensemble des lots soumissionnés ;

Les candidats renseignent les parties suivantes du DC2 :

E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat ;

F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement ;

¹ En cas de groupement, ce montant minimal doit correspondre à la somme des chiffres d'affaires des différentes entités qui constituent le groupement, dans le domaine considéré.

G- Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement.

7.1.2.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme :

- du groupement SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre) ;
- ou conjoint avec MANDATAIRE SOLIDAIRE (chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par l'accord-cadre).

*7.1.2.3. Précisions concernant la sous-traitance**

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

* Pour les marchés de Défense et sécurité, la sous-traitance devient la sous-contractance et les sous-traitants sont appelés des sous-contractants.

7.2. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont autorisés à poursuivre la procédure et recevront une lettre de consultation afin de présenter une offre.

7.2.1. Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;

- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature et permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières sont les suivants :

1	DC1	Obligatoire
2	<p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé par le candidat au cours des trois (3) derniers exercices (DC2)</p> <p>Le chiffre d'affaires annuel minimal exigé est de : 1 900 000 € HT</p>	Obligatoire - éliminatoire
3	<p><u>En cas de sous-contractance</u>, le DC4 ou équivalent signé par le sous-contractant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ; et si elle ne figure pas au sein du DC4, une déclaration sur l'honneur du sous-contractant indiquant qu'il ne se trouve pas dans une situation l'interdisant de soumissionner</p>	Obligatoire si sous-contractance
4	La présentation d'une liste de prestations similaires exécutées dans le domaine du présent marché au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le client public ou privé	Obligatoire - éliminatoire
5	La description des infrastructures et des personnels qualifiés, permettant au candidat seul ou au groupement d'entreprises de réaliser l'ensemble des prestations de maintenance en condition opérationnelle possibles sur un WR	Obligatoire - éliminatoire
6	Un certificat de conformité de l'entité en charge de l'entretien valide ; ledit certificat devra faire mention dans le champ des activités de l'ECE « couvre des wagons spécialisés dans le transport des marchandises dangereuses : OUI ».	Obligatoire - éliminatoire
7	<p>Une attestation de capacité indiquant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le candidat disposera d'un certificat de conformité de l'entretien en charge de l'entretien valide pendant toute la durée du marché et être en mesure de le présenter sur demande du SEO ; - le candidat pourra fournir les références des plans de maintenance couvrant chaque type de 	Obligatoire - éliminatoire

	wagon réservoir détenus par le SEO (références à transmettre en phase offres) ; - le candidat est enregistré dans la base de données européenne ERADIS en tant qu'ECE active (preuve à fournir en phase offres).	
--	---	--

7.2.2. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de R.2344-2 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner (qui marque le début de la phase offre).

7.2.2.1. Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

8	<u>Si l'opérateur économique est en redressement judiciaire</u> , la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Obligatoire si l'opérateur économique est concerné
9	Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois ²	Obligatoire sauf cas de figure énoncés au 6.2.1
10	Une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production ³	Obligatoire sauf cas de figure énoncés au 6.2.1
11	Le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R2143-9 du code de la commande publique	Obligatoire
12	Les documents relatifs au pouvoir de la ou des personnes habilitée(s) à engager la personnel morale et le cas échéant la délégation de pouvoir. Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé manuscritement ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) préalablement à la signature du marché	Obligatoire
13	<u>Si le candidat emploie des salariés étrangers</u> , la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le	Obligatoire si l'opérateur économique est concerné

² l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

³ l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

	numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).	
--	--	--

7.2.2.2. *Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger*

Les documents suivants sont requis :

14	Le cas échéant, le candidat établi ou domicilié à l'étranger produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.2.2.1 du présent document.	Obligatoire
15	Si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article R.2343-10 du Code de la commande publique.	Obligatoire si l'opérateur économique est concerné

8. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

8.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le **09/02/2026 à 16h00**, heure de Paris.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. De même, les échantillons reçus après ce délai ne seront pas analysés.

8.2. Conditions de transmission des plis

8.2.1. Dépôt électronique

Pour les documents de la candidature, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

En cas d'allotissement, chaque lot doit prioritairement faire l'objet d'un dépôt électronique. Il est toutefois possible de faire un dépôt électronique unique pour plusieurs lots à condition que l'identification des lots auxquels il est répondu soit possible et sans ambiguïté.

8.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE

8.2.2.1. Guide utilisateur

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE.

8.2.2.2. *Accusé de réception*

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

8.2.2.3. *Présentation des dossiers et format des fichiers*

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Nommage des fichiers : Le nom de chaque document transmis par voie électronique est nommé de la façon suivante :

2025_DAF_2025_001076_Nom du candidat_nom du document.

Exemple : 2025_DAF_001076_société X_DC 1.

Afin de faciliter le téléchargement sur PLACE, la taille de chaque fichier déposé est limitée à 500 Mo.

L'outil zip est en libre téléchargement depuis PLACE entreprise sur « Accueil /aide/Outils informatiques ».

8.2.2.4. *Horodatage*

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

8.2.2.5. *Copie de sauvegarde*

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R.2384-5 du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

CSTA

Bureau Achats / Section Matériels

47, rue Sainte Catherine - CS n°60016 - 54035 Nancy Cedex

8.2.2.6. *Antivirus*

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

8.3. Mode secours de transmission des plis

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : csta-ba-mat.contact.fct@intradef.gouv.fr en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE ;
- lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date DLRC, le pouvoir adjudicateur prolonge la DLRC sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRC ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

9. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

9.1. Exclusion de la procédure

Le RPA peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RPA de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

9.2. Dispositif e-attestations

Le RPA est doté d'accès au portail internet Aprovall (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE, les URSSAF et la DGFIP.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

9.3. Éléments additionnels, de contexte, relevant de la phase de remise des offres

Les éléments subsidiaires, jugés utiles à la réflexion des opérateurs économiques dans leur démarche de candidature, sont présentés au titre de cette sous-section en ayant pour seul objectif de dévoiler les points saillants attachés à la phase de remise des offres ainsi qu'aux conditions d'exécution du futur support contractuel, tel que cela est envisagé au stade actuel de la réflexion.

Ces données restent indicatives et ne constituent pas un engagement formel sur la définition future des phases précitées.

9.3.1. Condition de prix et TVA

A titre indicatif, les prix attendus au stade de la remise des offres (prix initiaux) seront révisables annuellement à date anniversaire du début d'exécution des prestations.

- Pr = prix HT révisé à la date anniversaire du début d'exécution des prestations ;
- P₀ = prix initial HT du titulaire fixé dans son offre, établi aux conditions économiques du mois de remise des offres.

9.3.1.1. Révision de prix applicable au fonctions A – B – C

Les révisions de prix seront faites par application de la formule suivante :

$$Pr = P_0 \left[0,15 + 0,85 \left(\frac{ICHTrev - TS_1}{ICHTrev - TS_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

- ICHTrev-TS₁ = valeur de l'indice mensuel correspondant au mois de début d'exécution des prestations ou dernière valeur définitive connue ;
- ICHTrev-TS₀ = valeur de l'indice correspondant au mois de remise des offres ou dernière valeur définitive connue.

ICHTrev-TS correspond à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges – tous salariés – services administratifs, soutien – base 100 en décembre 2008 – identifiant 001565196, lu sur le site internet de l'INSEE www.insee.fr

9.3.1.2. Révision de prix applicable à la fonction D

$$Pr = P0 \left[0,15 + 0,85 \left(0,50 \frac{R1}{R0} \right) + \left(0,30 \frac{ICHT1}{ICHT0} \right) + \left(0,20 \frac{Peint1}{Peint0} \right) \right]$$

dans laquelle :

- R_1 – $ICHT_1$ – $Peint_1$ = valeur de l'indice mensuel correspondant au mois de début d'exécution des prestations ou dernière valeur définitive connue;
- R_0 – $ICHT_0$ – $Peint_0$ = valeur de l'indice correspondant au mois de remise des offres ou dernière valeur définitive connue

R correspond à l'indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.1– Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements – Prix de marché – Base 2021 lu sur le site Internet www.insee.fr – identifiant 010764275 ;

ICHT correspond à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) Base 100 en décembre 2008 lu sur le site Internet www.insee.fr – Identifiant 001565195.

Peint correspond à l'indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.30 – Peintures industries » Base 2021 lu sur le site Internet www.insee.fr – Identifiant 010763825.

9.3.1.3. Taux de TVA

Le taux de TVA en vigueur au lancement de la présente procédure est de 20%.

9.3.2. Avance

Le versement d'une avance à destination du titulaire sera prévu par les pièces du marché.

Conformément à l'article R.2391-6 du CCP, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance initialement définis ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement court à compter de la date de notification du marché pour la partie composite de l'accord cadre (prestation forfaitaire) et de chaque BDC (ouvrant droit au versement d'une avance) pour l'accord-cadre à bons de commande (fonction A – B – C sur BDC suite à devis et fonctions D – BDC).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-contractants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R.2393-36, R.2393-37 et R.2393-38 du CCP ; à cette fin, le titulaire transmettra sans délai aux services administratifs du RPA la demande de versement émise par son sous-contractant.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2391-7 du CCP ; il s'impute sur les sommes dues au sous-contractant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire, conformément à l'article R.2393-39 du CCP.

9.3.2.1. Taux de l'avance

En application de l'article R.2394-4 du CCP et selon l'option A de l'article 12.1 du CCAG de référence, le taux de l'avance est de **30%**, sans distinction de catégorie d'entreprise telle que prévu par le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008.

Ce taux s'applique au montant initial du marché (partie forfaitaire) toutes taxes comprises, de chaque bon de commande (ouvrant droit au versement d'une avance).

9.3.3. Critère d'attribution des offres

Les critères et sous-critères sont donnés à titre indicatif et ne seront définitifs que dans le règlement de la consultation de la phase offres.

Critère d'attribution	Coefficient
<p>Valeur technique :</p> <p>Fonction B (40%) décomposée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience moyenne du bureau d'étude dans l'expérience technique de wagon via l'étude CV des personnels composant le bureau d'études (80%) ; - Expérience moyenne du bureau d'étude dans l'expérience technique de wagon RID via l'étude CV des personnels composant le bureau d'études (20%) <p>Fonction D (60%) décomposée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - type d'intervention : <ul style="list-style-type: none"> • Maintenance préventive partie infrastructure des WR (40%) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Délais d'exécution proposés (2 semaines maximum) ; ○ Durée de la garantie (5 ans maximum) • Maintenance préventive partie superstructure des WR (30%) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Délais d'exécution proposés (2 semaines maximum) ; ○ Durée de la garantie (5 ans maximum) • Réparations correctives (hors régénération) (30%) : <ul style="list-style-type: none"> ○ Délais d'exécution proposés (4 semaines maximum) ; ○ Durée de la garantie (5 ans maximum) 	40 % de la note finale
<p>Prix :</p> <p>Prix forfaitaire de la fonction A ;</p> <p>Prix forfaitaire de la fonction B ;</p> <p>Prix forfaitaire de la fonction C ;</p> <p>Montant des prestations de la fonction D au vu de l'annexe 5 au RC « historique des opérations de maintenance relative à la fonction D ».</p>	60 % de la note finale

10. LANGUE

10.1.1.

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

11. CONTENTIEUX

11.1. Voies et délais de recours :

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative –CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

3) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

11.2. Tribunal administratif compétent

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n° 20038-F

54035 Nancy Cedex

11.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

CSTA

47 rue Sainte Catherine, CS 60016 - 54035 Nancy Cedex.

Téléphone : +33.3.83.19.35.61

Courriel : csta-ba-mat.contact.fct@intradef.gouv.fr.

12. ANNEXES

Annexe 1 au RC	DC 1
Annexe 2 au RC	DC 2
Annexe 3 au RC	Accord de confidentialité
Annexe 4 au RC	Parc des wagons réservoirs et maintenance pré-ventive